

**ASSURANCE  
DES PME  
Un gage  
de pérennité  
pour l'entreprise**

«L'exposition aux risques est un aspect fondamental que les patrons d'entreprise doivent prendre en compte. Il y va de la pérennité de l'activité dans la mesure où un sinistre peut anéantir l'entreprise», a souligné Nacer Saïs, président-directeur général de la Compagnie nationale d'assurances des hydrocarbures (Cash) dans son intervention à l'occasion de la journée d'étude sous le thème «Apport de l'assurance dans la mise à niveau des PME», organisée hier à Alger conjointement par la Cash, le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) et l'Agence nationale de développement de la PME (ANDPME). Si l'assurance est obligatoire pour les entreprises publiques, elle reste toutefois facultative pour celles relevant du secteur privé, et ce depuis 1995. De fait, «l'acte de s'assurer devient donc volontaire.

Ce qui fait que peu de dirigeants prennent le temps de réfléchir aux risques et dangers qui guettent leur entreprise et qui peuvent compromettre son existence», remarque encore le Pdg de la Cash. Un état de fait qui explique que l'assurance des PME privées ne représente que 0,55% du chiffre d'affaires global des assurances qui s'est élevé à 53 milliards de dinars en 2007. Celui-ci est représenté à hauteur de 45% par l'assurance automobile et 31% par celles des risques industriels. Pour les professionnels des assurances, la gestion des risques constitue un volet du management des entreprises.

L'assurance et, par conséquent, la maîtrise des risques deviennent un gage de sécurité pour les emplois, un moyen de protection de l'outil de production ainsi que de maintenir l'activité de l'entreprise en cas de sinistre aléatoire (séisme, incendie, inondation, ...).

Ainsi, «l'assurance des PME devient un facteur indispensable pour la survie de l'entreprise en toutes circonstances», note Nacer Saïs. Mais les opérateurs économiques privés sont de plus en plus réticents à souscrire une assurance pour leurs entreprises, vu que les sinistres ne sont pas pris en charge convenablement par les entreprises d'assurance.

Une contrainte à laquelle s'ajoute les prix élevés des primes d'assurance. Et de l'avis du directeur général de l'ANDPME, Rachid Moussaoui, la baisse des tarifs d'assurance est fonction du nombre des souscripteurs. «L'augmentation du nombre des souscripteurs impliquera une baisse des primes d'assurance. C'est donc aux patrons de s'organiser», conclut le directeur de l'ANDPME.

L. M.

**ÉVALUATION DES RÉSULTATS DU BAC 2008**  
**Benbouzid boude les bacheliers  
de l'ancien système**

**55,4% de réussite au bac 2008. C'est le dernier mot du ministre de l'Education nationale Boubekur Benbouzid qui insiste sur le fait qu'il s'agit là du seul calcul pédagogique qu'il faut tirer des résultats de la session 2008 du baccalauréat. Pour le taux de 52,21% enregistré avec l'ancien programme, il est certes à mettre en relief, mais ne représente pas, de l'avis du ministre, la dimension de la réussite véhiculée par le nouveau système qui vient de faire ses premières preuves.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Le ministre a livré, dans une phrase poétique, ses impressions sur les résultats du bac. «Ce que je prends en compte, c'est le présent qui a de l'avenir et non le passé qui est éteint», dit-il. Seulement, il est grave de considérer la moitié, même plus, des candidats comme

faisant partie du passé. Ils sont tout de même des milliers à redoubler d'efforts pour accéder à l'université et ont réussi à plus de 50%. Ces élèves de l'ancien système ont été persévérants et méritent d'être salués et encouragés. M. Benbouzid, qui a réuni hier les directeurs de l'éducation des 48 wilayas, pour faire une éva-

luation qualitative des résultats obtenus au bac, a tenu à signaler que l'heure n'était pas du tout à faire la fête, mais à recenser les insuffisances et les imperfections pour chaque établissement afin d'élaborer de nouvelles stratégies de gestion dès la prochaine rentrée scolaire. L'objectif étant d'atteindre, d'ici cinq à six années, un taux de réussite égal ou supérieur à 75%. C'est avec beaucoup de fierté que le ministre a fait une comparaison des résultats obtenus chez nous avec ceux enregistrés dans d'autres pays comme le Maroc, la Tunisie et l'Egypte. Il ne va pas toutefois crier gloire, puisque, selon lui, d'énormes efforts

restent à faire au niveau des établissements pour qu'ils s'inscrivent dans la ligne de réussite. Chiffres à l'appui, le ministre estime que la démocratisation de l'enseignement a vu ses débuts du temps de Boumediene pour porter ses fruits avec la mise en place d'un nouveau système. Autrement dit, le point noir de l'enseignement en Algérie reste celui de l'école fondamentale initiée par Chadli Bendjedid. Véritable contradiction du ministre, qui, un peu plus tôt, parlait d'un passé éteint. A quoi sert de remonter le temps pour chercher des coupables dans l'ancien système ? Ce qu'il faut retenir dès la prochaine rentrée

scolaire, c'est que chaque établissement devra rendre compte de ses résultats au ministre lui-même et présenter un projet pour son établissement, à partir du constat qu'il fera de la situation actuelle. Des rencontres régionales sont prévues tout au long du mois de septembre pour discuter de ces projets. Les établissements du primaire et du moyen sont également concernés par cette mesure, avec l'instruction adressée à ces derniers pour redoubler d'efforts pour le suivi des élèves qui échouent dans leur scolarité. «Nous refusons d'abandonner les élèves faibles. Nous n'allons pas les laisser nous conduire vers une catastrophe que l'Algérie n'est pas près de vivre», insiste le ministre, qui ne sait pas qu'il vient de faire l'aveu quant à la responsabilité de l'école dans l'apparition de phénomènes sociaux, comme les kamikazes et les harraga. L'alerte des sociologues, psychologues et politologues est enfin prise en compte. La place de l'élève est dans l'école. M. Benbouzid a fait part de la prise de conscience de son secteur sur cette question sensible.

R. M.

**BEM : ce qui va changer**

Valorisant les résultats du bac 2008, le ministre de l'Education nationale a déclaré que les réformes ne sont toujours pas achevées et que le niveau de l'enseignement sera évalué au fur et à mesure. Dans cette évaluation, il aborde évidemment un changement qui peut s'opérer à l'avenir sur l'examen du BEM. La note du BEM qui est, jusque-là, additionnée à la note du passage, sera revue. Le ministre souhaite effectivement faire du BEM un examen de la même valeur que le bac. Autrement dit, seule la note obtenue au BEM sera prise en considération pour le passage au palier secondaire. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir s'il y a une étude approfondie quant aux implications d'une telle décision ?

**Contractuels : le sujet est clos**

Le ministre de l'Education nationale affiche, encore une fois, un niet catégorique face aux revendications des enseignants contractuels qui réclament leur intégration dans le système éducatif. La grève de la faim qu'ils ont déclenchée depuis samedi n'a pas fait changer d'avis au ministre qui dit qu'il est impensable de donner une place pédagogique à un non bachelier». La situation ne peut, selon lui, se régler que dans le seul cadre des concours, dont le premier est prévu pour le 29 juillet prochain. M. Benbouzid refuse de revenir sur le sujet.

**LOUISA HANOUNE À PROPOS DE LA SITUATION POLITIQUE  
ACTUELLE :  
«Il y a un manque de lisibilité»**

**La secrétaire générale du Parti des travailleurs estime que la situation politique actuelle est totalement floue.**

**Le changement à la tête de l'exécutif ou encore la participation de Bouteflika au sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée sont autant d'évènements qui attestent de cette absence de visibilité.**

**Tarek Hafid- Alger (Le Soir)** - «Nous sommes face à un manque de lisibilité. La situation est telle que nous ne savons pas ce qui pourrait se produire d'ici trois mois. Nous assistons à un combat de nègres dans un tunnel sombre», notait, hier, Louisa Hanoune lors d'une conférence de presse marquant la clôture de la session parlementaire. «On procède à un changement de gouvernement sans aucune explication.

Un gouvernement qui n'a ni programme, ni priorités, alors que le pays est face à une multitude d'urgences. Le peuple algérien a besoin d'être respecté», renchérit la secrétaire générale du Parti des travailleurs. Louisa Hanoune estime que le changement à la tête de l'exécutif n'est qu'un remake de ce qui s'est produit en mai 2006.

A propos de la non-présentation de la déclaration de politique géné-

rale par Belkhadem et du programme du gouvernement par son successeur Ouyahia, Hanoune a indiqué que la Constitution n'en est pas à sa première violation. «Cela a été le cas avec la loi sur les hydrocarbures de 2005, ou encore la loi domaniale et celle sur l'agriculture, adoptées récemment par le Parlement.» La participation de l'Algérie au Sommet de l'Union pour la Méditerranée a été longuement commentée et vivement critiquée par la première responsable du PT. Hanoune s'est dit choquée par le fait que ce soit Sarkozy qui annonce la participation de Bouteflika au Sommet de Paris. «Ce n'est pas normal !» a-t-elle martelé. «On nous a dit que l'Algérie devrait être là où

sont ses intérêts. J'ai lu l'entretien accordé par Abdelaziz Bouteflika à l'APS ainsi que les comptes-rendus sur son intervention à Paris et je n'ai constaté que des interrogations de sa part. Alors, où sont les intérêts de l'Algérie dans l'UPM ?» Elle ne manquera pas également de fustiger Ouyahia, qui avait déclaré que les Algériens ne pouvaient être «plus palestiniens que les Palestiniens» en refusant de s'asseoir à la même table qu'Israël. «Mahmoud Abbas représente les territoires palestiniens occupés, mais Abdelaziz Bouteflika représente l'Algérie, un Etat indépendant et souverain. C'est absolument incomparable», dira-t-elle.

T. H.

**TRAVAILLEURS DES IMPÔTS**  
**Le statut particulier rejeté**

**Les travailleurs des impôts ont rejeté le texte du projet relatif au statut particulier des fonctionnaires de ce secteur proposé dernièrement à discussion.**

**Lyès Menacer- Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué adressé à la rédaction, le Syndicat national des fonctionnaires des impôts réitère son attachement au projet qui a été discuté avec l'administration centrale et le partenaire social au mois de

janvier dernier. Le Syndicat national des fonctionnaires des impôts a aussi décidé de relancer la Direction générale des impôts et le ministère des Finances sur les nombreuses revendications socioprofessionnelles, non encore satisfaites. La commission nationale de cette organisation syndicale affiliée à l'UGTA de Sidi Saïd, et qui s'est réunie du 14 au 16 juillet derniers à Alger, demande l'indépendance de leur secteur, la généralisation et l'aug-

mentation des différentes primes (primes de panier, de transport, de risque, d'encouragement, de retraite, etc.), l'alignement de la prime de zone et de rendement avec la nouvelle grille des salaires.

Les travailleurs des impôts réclament aussi «l'instauration du régime des bonifications qu'il faut appliquer aux travailleurs occupant des postes spécifiques et répondre ainsi aux exigences d'une administration moderne». Le régime indemnitaire

est aussi critiqué par les syndicalistes qui alertent contre un départ massif des cadres de l'administration fiscale si rien n'est fait.

Notons que le secteur des impôts compte environ 20 000 fonctionnaires qui réclament aujourd'hui de leur administration et du ministre de tutelle un statut digne de leur fonction, plus de droits sociaux et une meilleure revalorisation de leur salaire.

L. M.